TL4902

REC 23/2

TIMOR ORIENTAL

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs.

"Ne dites pas 'je suis un patriote timorais'. Il n'y a pas de patriotes timorais, il y a seulement des patriotes indonésiens" c'est ce qu'a affirmé le général Benny Murdani, ministre indonésien de la Défense, devant un auditoire de 400 fonctionnaires publics timorais. Il a eu besoin toutefois, pour convaincre son auditoire, d'appuyer ses arguments sur des menaces: "Si vous essayez de vous organiser, et si ce mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI (les Forces Armées indonésiennes). ABRI peut échouer une première fois, mais il recommencera une deuxième fois, et une troisième fois. (...) Nous les écraserons tous, je répète nous les écraserons tous". Ce discours qui semble une caricature a été enregistré et son authenticité confirmée par des experts de la langue indonésienne et connaisseurs de la voix et du style du Ministre. Il a été prononcé à Dili le 3 février 1990, quelques jours après une visite du représentant des USA à Djakarta, l'ambassadeur John Monjo, pour la simple raison que des jeunes-gens avaient manifesté devant cet ambassadeur contre la répression qui a suivi la visite du Pape en octobre 89.

Au delà de la brutalité de telles affirmations on notera la prépotence et l'attitude colonialiste dans ce qu'elle a de plus négatif. C'est ce ton aussi qu'a employé l'inspecteur scolaire Bachtiar Gani, le 8 octobre, dans un exposé aux élèves de l'école de Fatumeta à Dili, expliquant que les timorais ne savaient ni se laver ni s'habiller avant l'arrivée des indonésiens, qu'ils ne mangeaient que du manioc et ignoraient le riz, et enfin qu'ils étaient des sots (koblok).

Était-ce une provocation? Les protestations des élèves justifièrent une intervention brutale de la police et des militaires (Brimog et Bataillon 744). Et le lendemain, sous la menace des militaires, les élèves furent obligés de s'excuser devant l'inspecteur qui les avait offensés.

Quelques jours plus tard, le 15 octobre, les forces armées intervenaient dans une autre école de Dili, l'école catholique Paul VI, parce qu'une inscription anti-indonésienne avait été peinte sur le mur. À la suite de cet incident une source de l'Église locale avait alors déclaré à l'Agence France-Presse que 45 personnes avaient été arrêtées, le général Warouw en ayant confirmé 32 (France-Presse 28/10); mais nous avons pu recueillir les noms de plus de 70 personnes arrêtées à Dili entre le 15 et le 26 octobre.

Jorge Avelino Gusmão, élève de cette école, et neveu de Xanana Gusmão le leader de la résistance armée, a comme beaucoup d'autres reçu l'ordre de se présenter à la police. Apeuré, il n'y est allé que le 15 novembre accompagné d'un de ses oncles. Il lui a été demandé de dénoncer ses collègues et au bout de 15 minutes les coups ont commencé et se sont prolongés pendant plusieurs jours. Les autorités policières ont-elles tout de même une certaine mauvaise conscience de détenir et maltraiter un jeune garçon de 15 ans? Le procès-verbal dont nous avons une photocopie, malgré l'identification complète fournie par le jeune-homme, lui attribue 23 ans...

Olinda Morais est la femme d'un commandant de la résistance timoraise. Elle a passé 14 ans dans les zones contrôlées par cette résistance. Les bombardements étaient tellement fréquents que le 24 avril 1988 ils ont décidé de mettre leur enfant de deux ans, Benuindo, sous la protection de parents vivant à Lospalos, une ville contrôlée par les militaires indonésiens. Le 29 mars 1990 Olinda a été capturée avec son deuxième enfant qui avait eu un an la veille. Emmenée à Dili elle y a été torturée et violée à la prison de Colmera, puis est retournée à Lospalos après avoir été relâchée. Elle pensait revoir enfin son fils Benuindo, mais il a été emmené par le Lieutenant-colonel Suryadi, alors commandant du Bataillon 745 à Lospalos et aujourd'hui vice-assistant du bureau de l'Intelligence à Denpasar dans l'île de Bali. Les efforts d'Olinda pour revoir son fils ont été vains. Le colonel Gatot, chef des services de l'Intelligence à Dili lui a dit que son fils se trouvait bien et que son insistance ne pourrait que compromettre sa situation. Cet enfant a aujourd'hui cinq ans et sa mère demande aux organismes internationaux d'intervenir pour qu'il lui soit rendu.

Deux cas particuliers, mais il y en a des centaines dans ce territoire où l'on tue un homme parce qu'il n'a pas été suffisamment attentif au lever des couleurs de l'occupant (New York Times, 7/12/90); où l'on emprisonne deux autres parce qu'ils écoutaient une radio australienne (Fernando Mendonça et Marçal dos Santos arrêtés le 22 octobre à Aileu) etc, etc...

L'Indonésie ne s'est pas privée d'écraser les timorais pendant ces quinze dernières années puisque l'on estime qu'un tiers au moins de la population a péri depuis l'invasion. Le résultat de cette pratique n'est pas brillant. C'est une mission universitaire indonésienne, placée dans une perspective d'intégration, qui suggère au gouvernement d'alléger la pression militaire parce que celle-ci ne fait qu'augmenter le sentiment de rejet de la part des timorais (rapport de l'Université Gajah Mada).

Les organisations internationales et en particulier cette Commission vont-elles laisser le général-Ministre de la Défense recommencer indéfiniment ses tentatives d'annihilation d'un peuple auquel l'Assemblée Générale des Nations-Unies a reconnu le droit à l'autodétermination?
Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Genève, Commission des Droits de l'Homme, février 1991.